



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 2 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 août 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETILAM**

52 avenue du Général Sarrail  
CS 60771  
52100 Saint-Dizier

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 août 2023 dans l'établissement ETILAM implanté 52 avenue du Général Sarrail CS 60771 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a eu lieu de manière réactive, suite au signalement d'une pollution issue du site ayant atteint l'Ornel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETILAM
- 52 avenue du Général Sarrail cs60771 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ETILAM, implanté à Saint-Dizier, est dûment autorisé par arrêté préfectoral du 22 juin 2010. Il effectue une activité de laminage, traitement de surface et peinture pour la production de feuillards d'aciers.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Pollution des eaux de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La pollution signalée est liée à une erreur de manipulation lors d'un dépotage d'huile de laminage qui est opéré une fois par an. Cette erreur, ainsi que celles qui ont suivi dans la gestion de l'incident (communication interne et externe, mise en place des boudins absorbants...) s'inscrivent dans un concours de circonstances particulier (accident du travail et absence du directeur du site, congés de la responsable QHSE...).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Interdiction de rejets directs	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Traitement des eaux de voirie	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.3.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.4.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des incidents	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 2.5	/	Sans objet
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.2.4.2	/	Sans objet
7	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 9.4.1	/	Sans objet
8	Procédure en cas de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet incident a notamment mis en évidence :

- une absence de dispositif de rétention, qui aurait pu avoir des conséquences plus importantes en cas d'incendie d'ateliers comportant ce type de risque (peinture, traitement de surface),
- un défaut de formation.

L'exploitant a démontré une prise en compte des remarques de l'OFB et de l'inspection des installations classées et a débuté des travaux de mise en place d'une rétention.

Ces non-conformités justifient toutefois la proposition d'une mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, sous un délai de 15 jours. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a été prévenue de l'incident de pollution le jour même, par son dispositif d'astreinte.  Les communications de l'incident envers l'extérieur ont toutefois montré des lacunes : ce sont des riverains de l'Ornel qui ont prévenu la police municipale puis l'OFB de la pollution.  L'OFB a ensuite incité l'exploitant à communiquer notamment envers la DREAL. Cette lacune s'explique toutefois par l'absence exceptionnelle d'encadrants sur site en période estivale, le seul encadrant présent ayant été victime d'un accident du travail et étant hospitalisé lors de la pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de moyens adaptés pour prévenir toute pollution du milieu naturel accidentelle ou consécutive à un dysfonctionnement des installations, notamment : - des barrages flottants et absorbants pour retenir toute pollution par hydrocarbures, [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant disposait bien de barrages flottants sur le site, qui ont été mobilisés lors de la pollution. Des barrages flottants usagés et encore en place sur le cours d'eau ont été vus sur site.  Toutefois, leur efficacité s'est avérée limitée et leur mise en place n'a pas permis d'éviter l'essentiel de la pollution sortante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Interdiction de rejets directs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Constats :</b> Lors de l'incident, un rejet direct d'huile de laminage usagé a été effectué de manière accidentelle dans les eaux de surface de l'Ornel puis dans la Marne (dont l'Ornel est un affluent).  Sur la base du débit de pompage de la pompe ayant fait l'objet de la fuite et de son temps de fonctionnement avant qu'elle ne soit arrêtée par l'équipe de maintenance du site, le volume émis dans l'Ornel est estimé à un maximum de m <sup>3</sup> , plus probablement entre 2 et 3 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 4 : Traitement des eaux de voirie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de voirie derrière le laminoir ZR transitent par un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Constats :</b> Malgré les sollicitations de l'inspection (demande de plan, photos, justificatifs de curage...), l'exploitant n'a pas pu démontrer à l'inspection l'existence de ce séparateur d'hydrocarbure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes.
<b>Constats :</b> L'analyse des causes de la pollution a mis en évidence des lacunes de formation du personnel du site : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'opérateur ayant effectué le transvasement de l'huile de laminage n'a pas utilisé le bon tuyau pour cette opération (tuyau souple au lieu d'un tuyau rigide) ;</li><li>- les équipes intervenues sur la pollution ont eu le réflexe d'avoir recours à des absorbants, mais la disposition des boudins flottants sur l'Ornel n'a visiblement pas été opérante ou suffisamment rapide pour retenir l'essentiel de la pollution;</li><li>- les équipes du site, face à cet incident et à cette pollution sortante, n'ont eu le réflexe de prévenir ni leur direction, ni la responsable QHSE du site, ni les services de secours dans un délai suffisant, ni l'inspection des installations classées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de sinistre, toutes les dispositions techniques économiquement acceptables seront prises pour que les eaux d'incendie n'occasionnent aucun préjudice au milieu naturel ou aux réseaux d'assainissement.  En particulier, la capacité de rétention des eaux d'extinction devra être adaptée en fonction de la surface des bâtiments et des produits facteurs de risque en présence.
<b>Constats :</b> Il a été constaté qu'aucun dispositif de rétention ne permettait de protéger l'Ornel, sur sa section traversant le site, de pollutions issues d'eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site.  Ce serait notamment le cas en situation d'incendie visant le bâtiment du laminoir ZR, contenant des liquides et matières inflammables, une activité de traitement de surface et une activité de peinture, et concentrant par conséquent un risque incendie notable.  Les pentes des surfaces extérieures seraient susceptibles de mener une partie de ces eaux d'extinction vers l'Ornel, qui n'est protégée par une barrière ou margelle empêchant les déversements directs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Bilan environnement annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente : <ul style="list-style-type: none"><li>- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.</li><li>- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a bien procédé à ce bilan via la déclaration annuelle sur l'application GEREP.  Cette application permet de préciser les rejets effectués dans un cadre accidentel. L'incident relevé en 2023 devra donc être intégré au bilan de l'année 2023, en tenant compte des informations contenues : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans la FDS de l'huile déversée (qui correspond à son état neuve et mentionne un code H412 "nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes").</li><li>- des analyses complémentaires demandées à l'exploitant sur l'huile restante, afin de rechercher d'éventuelles traces de pollutions aux métaux que pouvait contenir cette huile après avoir été utilisée au laminage.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Procédure en cas de pollution accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces consignes indiquent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni sa procédure "Plan d'urgence interne" en version révisée du 30/07/2020, qui porte bien sur les cas de pollutions environnementales et fournit les numéros internes et externes à contacter.  Celle-ci ne précise toutefois pas le mode de stockage des eaux issues d'un incident, leur mode d'évacuation précis, les éventuelles coupures à opérer sur les réseaux internes du site pour les isoler, ni les emplacements des kits absorbants et EPI nécessaires. Elle pourrait donc être précisée et améliorée sur ces points.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet